



29 mai 2024

(24-4082)

Page: 1/2

Original: anglais

**CHINE – MESURES ANTIDUMPING VISANT LES PRODUITS EN
ACIER INOXYDABLE EN PROVENANCE DU JAPON**

**MÉ MORANDUM D'ACCORD ENTRE LA CHINE ET LE JAPON CONCERNANT DES PROCÉ DURES
AU TITRE DES ARTICLES 21 ET 22 DU MÉ MORANDUM D'ACCORD
SUR LE RÉ GLEMENT DES DIFFÉ RENDS**

La communication ci-après, datée du 27 mai 2024 et adressée par la délégation de la Chine et la délégation du Japon au Président de l'Organe de règlement des différends, est distribuée à la demande de ces délégations.

L'Organe de règlement des différends (l'"ORD") a adopté ses recommandations et décisions concernant le différend *Chine – Mesures antidumping visant les produits en acier inoxydable en provenance du Japon* (WT/DS601) le 28 juillet 2023.

Conformément à l'article 21:3 b) du Mé morandum d'accord sur les règles et procédures régissant le règlement des différends (le "Mé morandum d'accord"), la République populaire de Chine (la "Chine") et le Japon sont convenus que le délai raisonnable pour mettre en œuvre les recommandations et décisions de l'ORD dans ce différend serait de 9 mois et 10 jours et viendrait à expiration le 8 mai 2024 (WT/DS601/10).

La Chine et le Japon (séparément, une "partie" et collectivement, "les parties") sont convenus des procédures ci-après aux fins exclusivement du présent différend. Celles-ci sont destinées à faciliter le règlement du différend et à réduire les possibilités de différends en matière de procédure, et sont sans préjudice des vues de chacune des parties sur l'interprétation correcte du Mé morandum d'accord:

1. Si le Japon considère que la situation décrite à l'article 21:5 du Mé morandum d'accord existe, il demandera à la Chine d'engager des consultations avec lui. Les parties conviennent de tenir ces consultations dans les 15 jours suivant la date de réception de la demande. Après que ce délai de 15 jours se sera écoulé, le Japon pourra demander l'établissement d'un groupe spécial conformément à l'article 21:5 du Mé morandum d'accord à tout moment.
2. À la première réunion de l'ORD à laquelle la demande d'établissement d'un groupe spécial au titre de l'article 21:5 présentée par le Japon sera inscrite à l'ordre du jour, la Chine acceptera l'établissement de ce groupe spécial.
3. Les parties coopéreront afin de permettre au groupe spécial au titre de l'article 21:5 de distribuer son rapport dans les 90 jours suivant la date à laquelle il aura été établi, abstraction faite du laps de temps au cours duquel ses travaux pourront être suspendus conformément à l'article 12:12 du Mé morandum d'accord.
4. L'une ou l'autre partie pourra demander à l'ORD d'adopter le rapport du groupe spécial au titre de l'article 21:5 à une réunion que l'ORD tiendra au moins 20 jours après la distribution du rapport aux Membres, à moins que l'une ou l'autre partie ne fasse appel du rapport.
5. S'agissant d'un appel potentiel de l'une ou l'autre des Parties, les Parties rappellent que les Procédures convenues pour l'arbitrage au titre de l'article 25 du Mé morandum d'accord

(WT/DS601/6) s'appliquent en ce qui concerne tout rapport final du Groupe spécial remis dans le présent différend, y compris dans les procédures de mise en conformité au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord.

6. Le Japon pourra demander l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations conformément à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord dans le cas d'une décision finale à la suite d'une procédure au titre de l'article 21:5 du Mémorandum d'accord, qu'une mesure prise pour se conformer n'existe pas ou est incompatible avec un accord visé. La Chine n'affirmera pas que le Japon est dans l'impossibilité d'obtenir cette autorisation de l'ORD parce que sa demande a été présentée après l'expiration du délai prévu à la première phrase de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord. Cela est sans préjudice du droit de la Chine de soumettre la question à arbitrage conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord.
 7. Si le Japon demande l'autorisation de suspendre des concessions ou d'autres obligations conformément à l'article 22:2 du Mémorandum d'accord, la Chine aura le droit de contester, en vertu de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord, le niveau de la suspension des concessions ou d'autres obligations et/ou d'alléguer que les principes et procédures énoncés à l'article 22:3 du Mémorandum d'accord n'ont pas été suivis. Si une telle exception est soulevée, la question sera soumise à arbitrage conformément à l'article 22:6 du Mémorandum d'accord.
 8. Les parties coopéreront afin de permettre à l'arbitre désigné au titre de l'article 22:6 du Mémorandum d'accord de distribuer sa décision dans les 60 jours suivant la date à laquelle la question aura été soumise à arbitrage.
 9. Si l'un quelconque des membres du groupe spécial initial n'est pas disponible pour participer au groupe spécial de la mise en conformité au titre de l'article 21:5 ou à l'arbitrage au titre de l'article 22:6 (ou aux deux), ou si l'une quelconque des personnes participant à cette procédure n'est plus disponible pour participer, les parties se consulteront dans les moindres délais au sujet d'un remplaçant et l'une ou l'autre partie pourra demander au Directeur général de l'OMC de désigner, dans un délai de dix jours après que demande lui en aura été faite, un remplaçant pour la procédure ou les procédures pour lesquelles ce remplaçant est nécessaire. Si un membre du groupe spécial initial n'est pas disponible pour participer à l'une ou l'autre procédure, ou si l'une quelconque des personnes participant à cette procédure n'est plus disponible pour participer, les parties demanderont en outre que, lorsqu'il procédera à cette désignation, le Directeur général cherche une personne qui soit disponible pour participer aux deux procédures.
 10. Les parties continueront à coopérer pour toutes questions en rapport avec les présentes procédures convenues et conviennent de ne pas soulever d'exception de procédure quant à l'une quelconque des étapes qu'elles prévoient. Si, au cours de l'application des présentes procédures, les parties considèrent qu'un élément procédural n'a pas été dûment pris en compte dans les présentes procédures, elles s'efforceront de trouver, dans le plus bref délai possible, une solution qui n'affectera pas les autres éléments et étapes convenus dans le cadre desdites procédures.
-